

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 12.50 Six mois. 26.50 Un an. 50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr. La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS: Annonces: la ligne. 50 c. Réclames: 30 c. Faits divers: 50 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>o</sup>, 8, place de la Bourse; à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Instrument (3 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price (65 65, 94 50, 103 50)

Table with 2 columns: Instrument (3 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price (65 80, 95 10, 103 75)

Table of stock prices: Actions Banque de France (3850 00), Société générale (565 00), Crédit foncier de France (905 00), Chemins autrichiens (615 00), Lyon (973 00), Est (586 00), Océan (610 00), Nord (1180 00), Midi (697 00), Suez (721 00), Péruvien (54 7/8)

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 2 novembre. Change sur Londres, 4.79; change sur Paris, 422 1/2. Valeur de l'or, 115 7/8. Café good fair, (la livre) 19 3/4. Cafés good cargoes, (la livre) 20 1/4. Marché calme.

Havre, 4 novembre. Cotons: Ventes 200 b. Marché très-calme, disponible soutenu livrable.

Liverpool, 4 novembre. Cotons: Ventes 12,000 b. Marché soutenu.

New-York, 4 novembre. Cotons: 13 5/8. Recettes, 5 jours, 121,000 b.

Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix. Liverpool, 4 novembre. Cotons: Ventes 12,000 b. Disponibles soutenus.

Havre, 4 novembre. Cotons: Ventes 500 b. Louisiane 82, Low-Georgie 81. Vendeurs.

New-York, 4 novembre. Recettes 121,000 b.

ROUBAIX 4 NOVEMBRE 1875.

Bulletin du jour

L'Assemblée reprend aujourd'hui ses travaux. On est tellement habitué aux crises en France que, malgré la gravité de la situation, le public ne manifeste pas sensiblement ses inquiétudes. Du reste, à moins d'incidents imprévus, tout indique que le ministère l'empor-

tera, car les gauches sont divisées et la campagne des intransigeants a fait faire de salutaires réflexions à bon nombre de députés républicains.

La note du Journal officiel de Saint-Petersbourg concernant la situation des chrétiens dans les provinces turques paraît surtout avoir eu pour but de ramener les sympathies des Slaves pour la Russie. Depuis le commencement de l'insurrection, la Russie a eu la grande préoccupation de prévenir une contagion générale; elle n'a pas encouragé les insurgés dans leurs tentatives et c'était surtout de l'Autriche que venaient les encouragements.

Aussi les Slaves des provinces danubiennes commencent-ils à tourner leurs regards vers l'Autriche-Hongrie qui, comme nous l'avons déjà dit, est probablement secondée dans cette affaire par l'Allemagne. Il fallait ramener à soi les Slaves, et c'est dans ce but que la Russie a pris l'initiative de réclamer des garanties.

La presse autrichienne cherche à parer le coup en réclamant, elle aussi, des garanties pour les Slaves. On va rivaliser de zèle de part et d'autre et on s'attend déjà à ce que la Russie prenne l'initiative d'un congrès. Peut-être même ira-t-on jusqu'à exiger de la Porte la formation d'une confédération des provinces danubiennes sous la direction de la Serbie ou du Monténégro. La confédération une fois formée, on cherchera à l'attirer à soi, aussi bien à Saint-Petersbourg qu'à Vienne.

Nous avons donné des dépêches assez alarmantes par rapport à l'Espagne. Le général Grant semble disposé à frapper un grand coup en vue de l'humanité et de sa troisième réélection. L'illustre président veut simplement l'indépendance de Cuba et l'abolition de l'esclavage en cette île. Son envoyé, M. C. Cushing, a transmis au gouvernement de Madrid un Memorandum contenant l'expression des vœux du cabinet de Washington, et la réponse à ce document s'étant fait attendre au point de ne pas arriver, de vastes préparatifs ont été aussitôt effectués pour permettre à la marine militaire de l'Union d'opérer avec une vigueur exceptionnelle. Huit corvettes de guerre sont en état d'armement complet. Dix navires blindés au moins sont prêts à appareiller.

De son côté, le ministère de Don Alphonse, s'il faut en croire l'Agence Havas, est résolu à repousser la force par la force. Il aurait donné ordre, le 25 octobre, à cinq navires cuirassés et à dix frégates d'appareiller pour Cuba.

Des démonstrations occasionnant des dépenses aussi énormes ont forcément un côté sérieux. L'encre a parlé, la poudre peut parler à son tour. Si les choses en viennent à cette dernière extrémité, il est à présumer que les libéraux Espagnols ne seront pas plus heureux contre la grande République qu'ils ne le sont contre les Cubains insurgés. Ils ont conduit leur pays à la ruine sur le continent européen; en Amérique, ils perdent tout ce qui restait des vastes conquêtes de la monarchie catholique. Ainsi le veut la logique révolutionnaire. Quand le cœur n'est plus qu'un foyer de discorde ou de corruption, quelle force peuvent avoir les extrémités?

CHRONIQUE

On nous écrit de Versailles: « La droite médérée (réunion Colbert) s'est réunie aujourd'hui à Versailles. Sa

séance, à laquelle assistaient un nombre assez restreint de députés, s'est passée en une conversation générale et en échange d'impressions. Aucune résolution formelle n'a été prise. Il paraît résulter de cette conversation et des précédentes résolutions de la réunion que la droite modérée prêtera au cabinet son concours dans la session qui va s'ouvrir. La réunion tiendra demain une nouvelle séance dans laquelle elle s'occupera de la loi électorale. »

Une lettre du ministre des finances à M. Martel, député du Pas-de-Calais, lui annonce que l'Assemblée nationale sera saisie dès sa rentrée de la situation de l'industrie sucrière.

Le Bien Public annonce que M. Jules Simon prononcera un discours à Grenoble, à l'occasion de l'inauguration d'une bibliothèque populaire.

Un banquet offert par les républicains à M. Marceau a eu lieu à Limoux, sous la présidence de M. le docteur Digeon.

Les journaux de province continuent d'enregistrer des arrivées de Carlites. Hier matin, il est arrivé à Poitiers 103 carlistes militaires venant de Bordeaux et destinés à être internés dans cette ville. A deux heures, 97 officiers et 200 hommes de la même armée sont passés à la gare. Les officiers étaient dirigés sur Orléans. Quant aux hommes, la moitié sont envoyés en résidence à Tours, l'autre moitié à Nantes.

Jeudi 11 novembre, à 2 heures, aura lieu la séance publique annuelle de l'Académie française. C'est dans cette séance que seront proclamés les prix de Montyon et les prix de littérature. L'éloge de M. de Rémusat serait fait par un académicien qui doit être désigné dans la séance de demain. A partir du 16, l'Académie reprendra ses séances du mardi interrompues pendant les vacances.

Le corps professoral de l'École de médecine s'est réuni hier à deux heures, pour procéder à la présentation de trois candidats, dont l'un pour le décanat, et les deux autres pour remplir les fonctions d'assesseurs. La séance a duré plus d'une heure. Voici les candidats proposés à la signature de M. le ministre de l'instruction publique: Doyen: M. Vulpiau; assesseurs: MM. Depaul et Gosse-lin.

Plusieurs journaux avaient annoncé que M. Wallon, ministre de l'instruction publique, s'était rendu à Orléans pour déposer dans le procès en béatification en l'honneur de Jeanne d'Arc. L'Avant du Loiret dément cette nouvelle et ajoute que M. Wallon n'a pas encore prêté le serment obligatoire en pareille circonstance.

Mgr de Laval vient d'adresser la lettre suivante aux doyens et curés de son diocèse: « Messieurs,

M. le ministre des cultes m'a transmis, comme à tous les évêques de France, le décret qu'il a reçu de Rome, en réponse à la supplique qu'il avait été chargé par le gouvernement dont il fait partie, d'adresser au Saint-Siège.

Je vous en envoie une copie exacte. Vous l'observerez jusqu'à décision contraire, si les circonstances rendaient un

engagement nécessaire. Ce texte sera donc obligatoire, à partir du dimanche 7 novembre, 25<sup>e</sup> après la Pentecôte. On chantera avant la fin de la grand'messe et deux fois le verset: Domine salvam fac Rempublicam et exaudi nos in die, qua invocaverimus te. »

Suit le texte du décret pontifical. « Ne vous effrayez pas trop, messieurs, de ce mot Rempublicam. La République peut être sage et honnête et n'employer pour son gouvernement que des âmes honnêtes et dignes. Il dépend des honnêtes gens et des chrétiens de ne se donner que des représentants fermement résolus à ne soutenir que le bien et à résister de toutes leurs forces au mal. »

Je vous supplie et je vous conjure, mes chers frères, de vous rendre tous, sans exception, aux élections, quand elles seront résolues, et de demander humblement des lumières à Dieu pour les choix à faire. Soyez tous bien convaincus que le bonheur ou le malheur de la France en dépendront très certainement. Le résultat final de cette grande lutte, s'il n'est pas pour Dieu, sera infailliblement pour ces aveugles et funestes ennemis de tout bien, pour ceux qui ne veulent plus de Dieu, qui le repoussent et l'insultent, en se promettant ouvertement de chasser tous ses prêtres, de fermer toutes ses églises, d'abolir son culte.

Mon Dieu, mon Dieu, prenez pitié de nous, sauvez-nous des méchants et ouvrez les yeux des aveugles qui ne savent ou ne veulent plus comprendre. † CASIMIR-ALEXIS JOSEPH, Evêque de Laval.

Quant aux prières demandées par l'Assemblée, vous les chanterez, messieurs les curés, le dimanche 7 novembre, à la fin des vêpres, immédiatement avant la bénédiction du Très-Saint-Sacrement.

Voici les prières qui se feront dans toutes les églises du diocèse: « Après l'exposition du Très-Saint-Sacrement, Ave verum; Veni, Creator; Ave maris stella; Tantum ergo, précédé du Parce Domine, trois fois répété. »

Dieu sauve la France et vous bénisse tous. † CASIMIR, évêque de Laval. »

La Gazette d'Augsbourg assure que l'entrevue de Milan aura un épilogue inattendu qui ne sera agréable pour personne.

La liste civile de Victor-Emmanuel n'est pas considérable, et elle souffre d'un déficit chronique. Le roi dépense fort peu pour lui-même; mais il n'en est pas de même de certaines personnes de son entourage intime. En outre, il a plus de palais et de châteaux que n'importe quel souverain d'Europe; il s'est attribué toutes les résidences des princes qu'il a déposés; l'entretien en coûte fort cher, et c'est une dépense absolument infructueuse.

Dans cet état de pénurie de la cassette royale, les frais du voyage du roi à l'exposition de Vienne et ceux des entrevues de Venise et de Milan ont creusé un gouffre qui fallait pallier il ne peut comblé. Il va falloir demander au Parlement au moins un demi-million. Ce n'est certes pas exagéré, mais l'opposition, qui ne fait plus aucun cas de la visite de l'empereur Guillaume, depuis qu'il a comblé Minghetti et Visconti Venosta de marques de satisfaction, va jeter des cris de feu.

Ses orateurs vont discuter si l'honneur que l'empereur d'Allemagne a fait

à l'Italie est à taxer à 50,000 ou à 100,000 ou à 200,000 fr.; d'autres députés diront que les résultats de l'entrevue ne valent pas un liard. Tout cela sera extrêmement pénible pour les gouvernements d'Italie et d'Allemagne.

On écrit de New-York, le 16 octobre, au Weekly-Register: « La demande qu'on fait les Indiens Sioux de prêtres catholiques a causé une grande émotion chez nos bons amis les protestants. »

« Que veulent dire les Indiens? » Telle est la question anxieusement posée par les journaux protestants. Il est facile de leur répondre.

« Les Indiens ont reçu une sévère, mais peut-être salutaire leçon. Les missionnaires protestants qu'on leur a envoyés étaient des ministres méthodistes ou baptistes qui cumulaient les doubles fonctions d'agents du Gouvernement et d'apôtres de l'Évangile. En qualité d'agents ils ont volé l'argent et les biens des Indiens; comme pasteurs, ils leur ont vendu quelques « Bibles »

« L'un d'eux, afin de cacher ses fraudes, mit le feu à son propre magasin, après avoir au préalable transporté en lieu sûr tous les objets confiés à sa probité. Il les revendit ensuite et adressa une pétition au Gouvernement pour demander que l'Etat le remboursât des pertes qu'il avait essayées lors de l'incendie de son immeuble! »

« Les abus auxquels ces individus se sont laissés aller sont si bien avérés, que nul n'oserait entreprendre de les justifier. Le secrétaire de l'intérieur, qui fut le complice des uns et l'instigateur des autres, a été contraint de donner sa démission, et peut-être les pauvres Indiens verront-ils luire de meilleurs jours. »

DISCOURS DE M. NAQUET

LE 9 AOUT ET M. GAMBETTA

Qu'aurait-il donc fallu pour que le 9 août la Révolution s'accomplît? Peu de chose: que les députés républicains vinssent se mettre à la tête des quatre ou cinq mille hommes qui les ont attendus pendant quatre heures sur la place du Palais Bourbon. L'un d'eux m'avait dit à moi-même: « Allez vous placer dans les groupes, j'ai besoin d'hommes sûrs; tout à l'heure, je proposerai la déchéance, et si elle n'est pas prononcée, je vous enverrai des ordres. » La déchéance ne fut pas proposée, et, quand nous attendions des ordres, il vint un peloton de cavalerie qui hésita à charger le peuple, puis un peloton de gardes de Paris qui, voyant l'attitude possible de la population, laquelle attendait l'initiative de ces députés, et l'attitude des députés qui ne prenaient aucune détermination, se décidèrent à charger.

Cette charge ne suffisait pas, elle fut aidée par l'action d'un régiment d'infanterie de marine. Mais un des officiers de ce régiment disait à un de mes amis le lendemain: Nous avons bien été forcés d'obéir aux ordres reçus. Mais si le peuple nous avait opposé la moindre résistance; si surtout un député, un seul, avait été à sa tête, nous aurions laissé ce mouvement s'accomplir. »

Il est donc bien évident que c'est par la faute des députés républicains que le mouvement du 9 août avorta. Et, puisque ce mouvement pouvait sauver la France, il est évident aussi que c'est à leur apathie, à leur respect exagéré des formes parlementaires, que nous devons de n'avoir point évité les désastres que

l'empire avait attirés sur nous; et que, avec de l'audace, la gauche du Corps législatif aurait pu conjurer.

APOLOGIE DE EDDÉS

Les choses en étaient là, lorsque le 14 août, une poignée d'hommes voulut essayer de soulever Paris. Ces hommes ataquèrent un poste de pompiers pour les désarmer. Un pompier fut tué dans la lutte. Eux furent vaincus et quelques-uns furent écroués à la prison. Loin de moi l'idée de justifier une semblable tentative. Elle était insensée, elle ne pouvait pas aboutir, et dès l'instant où, sans aucune chance de succès, elle entraîna la mort d'un homme, d'un défenseur du pays, d'insensée elle devenait criminelle.

Ce crime cependant présentait ses circonstances atténuantes: le sentiment qui l'avait fait commettre. Ses auteurs y avaient été poussés par le désespoir « d'un patriotisme égaré » et ce n'était certainement pas à nous qu'il appartenait d'appeler sur leur tête le glaive des lois.

Or, dans une des séances qui suivirent cette tentative d'insurrection, le 18 août 1870, M. Gambetta remerciait le ministre de la guerre de ne pas avoir fait retomber sur le parti républicain la responsabilité du crime commis, et d'avoir donné aux criminels la qualification qu'ils méritaient, celle d'espions prussiens.

LA DÉFENSE NATIONALE

On a systématiquement écarté les républicains les plus avancés. A quelques exceptions près, on a livré les préfetures à des hommes honorables, sans doute, et bien intentionnés certainement, mais tellement modérés qu'ils ont abandonné M. Gambetta sans hésitation, comme l'ont fait MM. Christophle, De-lorme, Girard et tant d'autres, le jour où il a voulu prendre quelques mesures énergiques. Si quelques républicains plus avancés ont été envoyés, probablement par erreur, dans certaines préfetures, comme Esquiros à Marseille ou Duportal à Toulouse, ils ont été, par la suite, brisés ou constamment désavoués.

L'administration centrale de la guerre, c'était bien autre chose encore. Et l'on avait installé ce singulier gouvernement dans une ville morte, Tours, jusqu'au jour où l'armée prussienne le refoula sur Bordeaux.

Et l'on refusait tout moyen d'action à Garibaldi, le seul de nos généraux qui sut ne pas perdre des batailles. (Bravos prolongés.)

M. GAMBETTA UTILITAIRE

Il aurait pu dire alors: « les principes veulent que la guerre soit continuée; je leur rends hommage sans m'inquiéter du résultat que pourra produire ma proclamation. » Sa conduite eut été logique, correcte comme celle de Victor Hugo et de Louis Blanc, qui, eux, d'ailleurs obéissaient au mandat qu'ils avaient reçu de Paris. Mais M. Gambetta est, comme il ne l'a que trop prouvé depuis, un homme de tactique, un homme politique dans le vieux sens du mot, un utilitaire. Et dès lors son attitude au moment de l'armistice ne s'explique plus.

LA COMMUNE DE PARIS

C'est alors que la terrible insurrection du 18 mars éclata. Je n'étais plus à l'Assemblée, je ne sais donc pas ce qui était possible à ce moment. Si les chefs des gauches avaient tenté d'arracher le pouvoir aux hommes sans conscience qui le détenaient à

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 5 NOVEMBRE 1875.

VAISSEAUX BRULÉS

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX.

— Maître Desplanches, s'il vous plaît?

La voix qui faisait cette interrogation, sur le seuil d'une étude de notaire, était si modeste, presque si pitieuse, que la saute-ruisseau, seul de tous les employés, releva la tête pour répondre sans autrement se déranger: — Entrez, c'est ici.

Un grand jeune homme blond, fluet, de mine inquiète, entra d'un pas glissant dans la salle de l'unique étude de Bréneroi, la jolie petite ville qui baigne ses premières maisons dans l'Allier et dresse son château pseudo-gothique sur une colline verdoyante.

Du premier coup d'œil, le saute-ruisseau, qui connaissait son Bréneroi par cœur, vit qu'il avait affaire à un étranger. Son naturel hospitalier ne se traduisit toutefois que par un geste bref dans la direction d'une chaise.

Le grand jeune homme, qui paraissait encore plus triste que fatigué, s'y effondra silencieusement.

On n'entendit pendant quelques minutes que les plumes grinçantes des deux clerks qui grossoyaient avec ardeur.

La porte s'ouvrit tout à coup. — M. Desplanches pourrait-il me recevoir?

L'accent était jeune, ferme et souriant.

Le deuxième clerk daigna se soulever et répondre lui-même: — Je le pense, monsieur, si vous voulez l'attendre un instant.

Cette fois, ce fut un jeune homme très-brun, de taille moyenne, élégante et dégagée, qui fit son entrée dans l'étude.

Le deuxième clerk lui offrit un siège et le considéra par-dessus ses lunettes avec une certaine curiosité.

A l'extrême surprise du saute-ruisseau, le nouveau venu était encore un étranger.

— Bon! pensa-t-il, à en juger par leurs mines, l'un vient pour un contrat, et l'autre pour un testament.

Les plumes avaient repris leurs grincements éfrénés. La salle, tapissée de papiers jauniss dans des cartonniers béants, exhalait une vague odeur de moisissure et d'encre grasse. Par la fenê-

tre, ouverte sur la grande rue, entrait la vapeur chaude et la poussière intense d'une matinée de juillet.

Pas un bruit au dehors, si ce n'était, bien loin encore, le trot paresseux d'un cheval.

Il se dégageait de cet ensemble une monotonie, ou, pour mieux dire, un ennui contagieux tel que les deux jeunes gens, assis près l'un de l'autre, sans se parler, étouffèrent ensemble un bâillement identique.

Pour mieux le dissimuler, le plus petit des deux tourna vers la fenêtre son visage satisfait. Dans le cadre de bois vermillon se dessinait un cavalier, celui, sans doute, dont l'approche avait troublé le silence de ce petit coin provincial.

Une seconde après, le cavalier, laissant sa monture aux mains d'un domestique, faisant irruption dans l'étude en demandant d'une grosse voix réjouie: — Desplanches est là?

Il se fit aussitôt dans la salle quelque chose comme un changement à vue. Le saute-ruisseau se dressa sur ses pieds; le second clerk salua jusqu'à toucher du nez son pupitre; le maître-clerk courut au nouvel arrivant avec un sourire plein de miel.

— Prenez la peine d'entrer, monsieur le baron; maître Desplanches

n'est point encore descendu; mais dès qu'il saura que monsieur le baron l'attend, il s'empressera de venir le saluer.

— Très bien, très bien, répondit le gros homme, pourvu que Desplanches se dépêche un peu. Je n'ai pas déjeuné, que diable! et j'ai à lui parler avant de remonter à Montchenetz.

Le maître-clerk se retourna furieusement vers le saute-ruisseau. — Comment, gamin, tu entends monsieur le baron dire qu'il est pressé et tu es encore là!

— Je vais chercher le patron en deux temps! cria l'enfant en se précipitant dans l'escalier.

En attendant son retour, et toujours avec les formules de l'obséquiosité la plus quintessenciée, le maître-clerk fit entrer le baron de Monchenetz dans le cabinet du notaire.

Pour ce faire, il fallait déranger les deux jeunes gens, assis tout proche de l'entrée du sanctuaire qui leur était encore interdit, bien qu'ils eussent le droit de priorité.

Le premier arrivé se leva sans mot dire, effaçant sa maigre personne contre le mur.

Le second dit simplement au maître-clerk: — Vous voudrez bien apprendre à M. Desplanches que M. Gontran Cla-

vel a eu l'honneur de le demander il y a une heure.

Le premier clerk fit un salut léger, en homme qui s'embarrasse bien peu d'une réclamation de ce genre lorsqu'il y a un baron de Monchenetz, le meilleur client de l'étude, à contenter avant tout.

M. Desplanches partageait sans doute cette opinion, car, en faisant enfin son apparition tant désirée, il n'accorda qu'un regard rapide à ses deux clients inconnus et s'engouffra dans son cabinet.

La porte en retomba avec un bruit sec, mais, dans sa précipitation à ne pas faire attendre le visiteur important, maître Desplanches avait négligé de faire suffisamment glisser sur sa tringle la lourde portière de damas fané qui servait de capitonnage économique au sanctuaire.

L'étoffe resta donc demi-tombante, demi relevée, au grand déplaisir du jeune homme, qui dut même la repousser un peu pour reprendre sa place.

— Ça, dit le premier clerk à ses camarades, nous devrions profiter de la visite du baron pour aller lestemont déjeuner, moi, du moins.

— Oui, vous, corrigea le second clerk, avec une pointe de jalousie, je ne peux pas laisser l'étude quand des clients attendent.

— Oh!... sourit l'autre d'un air fin qui parut à Gontran Clavel faire l'inventaire dédaigneux de sa personne.

Il sortit, et, dès qu'il eut disparu, son camarade tira de son pupitre le livre de commerce d'une modiste de Bréneroi dont il établissait les comptes à ses moments perdus.

Le gamin, non moins soulagé, courut au vitrage ouvert et entama un entretien suivi avec le petit domestique qui tenait les chevaux en laisse dans la rue.

De nouveau le silence se fit dans l'étude, silence assez complet pour que la conversation du notaire et du baron de Montchenetz y devint aisément perceptible.

La voix du notaire, profonde et voilée, n'y arrivait que fort assourdie; mais le verbe tapageur de son interlocuteur aurait eu grand besoin de la portière préservatrice, indument relevée.

— Mon cher Desplanches, disait le gros homme, vous voyez le garçon le plus à plaindre... le plus contrarié... le plus vexé, disons le mot, de France et de Navarre.

— Que dites-vous là, monsieur le baron?... c'est à n'y pas croire! — Cela est pourtant.

(A suivre).